Les territoires saisis par la firme

Introduction

François Purseigle et Gérard Chouquer

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/9747>
DOI : 10.4000/etudesrurales.9747
ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 16 juillet 2013
Pagination : 9-18

Référence électronique

François Purseigle et Gérard Chouquer, « Les territoires saisis par la firme », *Études rurales* [En ligne], 191 | 2013, mis en ligne le 12 juillet 2015, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/9747> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.9747

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

Les territoires saisis par la firme

Introduction

François Purseigle et Gérard Chouquer

- 1 AVEC CE SECOND VOLET, *Études rurales* poursuit l'analyse de ce que nous avons appelé « les agricultures de firme ».
- 2 Le numéro précédent avait entrepris d'identifier les nouvelles formes d'organisation sociales et économiques liées à ces agricultures éloignées du modèle familial. Malgré la diversité des acteurs concernés et même si les frontières de ces dispositifs productifs demeurent relativement floues, ce premier volume avait esquissé les contours de ces nouvelles formes d'organisation. Des analyses proposées nous retiendrons une série de critères qui participent d'une première définition. Il y a « agriculture de firme » chaque fois qu'une entreprise à dominante tant financière et spéculative qu'agricole explore de nouvelles façons de créer du profit à partir de la production de *commodities*, inversant de façon significative le sens de la relation entre « finance » et « production », « objectif » et « activité », « support foncier » et « réalités d'entreprise ».
- 3 Plusieurs traits caractérisent ces agricultures de firme : des modes de gouvernance et de gestion atypiques reposant sur une multiplicité de sphères de décision ayant chacune sa finalité propre, ce qui conduit à un découpage de l'entreprise de production agricole en unités fonctionnant en « mode projet » ; un niveau élevé d'investissement financier et technologique lié à une forte mobilisation de ressources matérielles et immatérielles d'origine non agricole ; une dynamique d'innovation institutionnelle et organisationnelle associée à l'invention de nouvelles modalités de management ; un recours au salariat et/ou à la délégation d'activités créant des rapports sociaux originaux ; une optimisation du portefeuille d'actions et une maximisation des profits ; une stratégie de croissance reposant sur le développement d'une expertise (fiscale, agronomique, juridique) qui tend à s'abstraire des réseaux organisationnels formels (organisations professionnelles agricoles) ; une forme d'activité plutôt nomade ; un degré souvent faible de relation au territoire, ce qui, dans certains cas, peut aller jusqu'à « une approche a-territoriale de l'activité agricole » [Nguyen et Purseigle 2012 : 104 ; Hervieu et Purseigle 2013 : 247].
- 4 Ce second numéro consacré aux agricultures de firme s'intéresse cette fois aux aspects spatiaux et géographiques de ces formes d'exploitation en mettant notamment l'accent

sur les relations généralement distantes que ces formes entretiennent avec les territoires et sur les effets de longue durée que ces formes induisent. Ce numéro se propose ainsi d'aller plus loin en distinguant les agricultures de firme en fonction de leurs échelles d'action, de leurs stratégies de localisation et des articulations qui existent entre les différents établissements.

- 5 Grâce à l'approche géographique conduite plus particulièrement en termes mésologiques¹ [Berque 2000], on peut suivre l'évolution des formes de production en agriculture en complément des critères présentés dans le premier volume. À l'instar de l'hypothèse émise dans le cadre du projet « Agrifirme »², nous soutenons l'idée que les agricultures de firme s'inscrivent dans des spatialités singulières qui permettent d'en caractériser les stratégies parce qu'elles sont source de nouveaux espaces et de nouvelles façons d'appréhender l'espace. Nous nous intéresserons donc aux recompositions qu'engendre ce type d'agriculture en termes d'aménagement, de structures agraires et de flux (produits, capitaux, travailleurs) pour définir le type de prise qu'il propose, « prise » étant entendue ici comme une forme d'insertion et de relation à l'espace.

Des espaces qui évincent les hommes ?

- 6 Ce numéro pose d'abord la question de l'élaboration d'indicateurs spatiaux et de la cartographie de ces nouvelles formes d'organisation. Dans un certain nombre de cas, on ne peut qu'être frappé par le fait que ces agricultures produisent un espace agro-industriel quasiment dépourvu d'hommes ou d'habitat, aux antipodes de ce qui, depuis des millénaires, était pourtant la modalité de « l'habiter » la plus répandue.
- 7 Les articles de Martine Guibert, d'une part, et d'Ève Anne Bühler et Valter Lucio de Oliveira, d'autre part, relatifs à l'Amérique du Sud, tentent de caractériser chacun des établissements de la firme dans son environnement local : les espaces de production ; leurs localisations ; leurs étendues ; les marchés visés. À une échelle plus vaste, les indicateurs spatiaux retenus permettent d'appréhender les relations fonctionnelles et de gouvernance entre les différents lieux dans lesquels l'entreprise se déploie via ses établissements propres ou l'externalisation de certaines de ses fonctions. Les fonctions, les métiers et les interactions entre les différents sites dans lesquels opère l'acteur agricole révèlent la structure de la firme. Dans une perspective diachronique, ces éléments contribuent à reconstituer des trajectoires d'entreprise éventuellement révélatrices de stratégies originales de localisation-délocalisation-multilocalisation.
- 8 Là où la construction de la planimétrie agro-industrielle est la plus avancée, comme dans l'ouest de l'État de Bahia au Brésil, ce que donne à voir l'observation géographique est plus que singulier : des espaces géométrisés à l'excès – ce qui n'est pas complètement nouveau – mais – surtout et ce qu'on connaît moins – des espaces vides dans lesquels le rapport au milieu n'est plus médiatisé par la présence ou, même, la coprésence (fondatrice de la relation par la contiguïté [Lévy et Lussault eds. 2003 : 211-212] mais par le gigantisme, la distance, la route, l'écran d'ordinateur, le GPS ou le terrain d'aviation.
- 9 Peut-on imaginer que, dans une région de plus de 80 000 km² située au cœur du *cerrado*, on ne trouve qu'une seule ville de 50 000 habitants (Luís Eduardo Magalhães) – et encore il s'agit d'une ville champignon qui n'existait pas en 1980 – et qu'on n'y trouve aucun village ni bourg, si ce n'est deux ou trois postes techniques (Rio Formoso, São Desidério et Vila Rosário³) tout aussi artificiels et spontanés que la ville ? Or, dans ce même espace, on

compte plus de cinquante pistes d'aviation de *fazendas* (sièges des entreprises agro-industrielles). La ville de Luís Eduardo Magalhães s'autoproclame « *capital do agronegócio* ». Pourrait-on imaginer, en France, un espace agricole continu, entièrement découvert, qui, de Nantes à Vesoul, ne montrerait que la marqueterie de ses gigantesques parcelles⁴ et ne comporterait qu'une seule et unique ville neuve, une espèce de Bourges ou de Châteauroux de 50 000 habitants, qui ne serait vieille que de 25 ou 30 ans ?

- 10 De tels espaces sont évidemment le produit d'un mode spécifique de prise sur le milieu dans un rapport d'appropriation qui prend appui sur la faiblesse – mais non l'inexistence – de l'occupation précédente pour développer des unités de 20 à 30 000 hectares et où il n'est pas rare de trouver des *fazendas* à vendre de 100 à 200 000 hectares.
- 11 De tels espaces sont le signe d'un rapport privatif au milieu en ce que leurs concepteurs s'offrent le luxe de se passer de ce qui, partout ailleurs, constitue la richesse par excellence, à savoir les populations.
- 12 De tels espaces réussissent le tour de force d'être surproductifs en organisant la vacance humaine. Qui oserait prétendre que les « terres vacantes et sans maître » ou prétendues telles sont la situation initiale et, donc, l'argument imparable pour légitimer l'investissement alors qu'elles sont, en réalité, le produit de l'agriculture de firme dans ce qu'elle a de plus matérialisé et de plus déshumanisé ?
- 13 Cependant, on ne peut se satisfaire de cette seule vision « a-territoriale » de l'espace de la firme, tous les espaces n'entrant pas dans ce schéma. À lire de très près les articles de ce numéro et du précédent, on ne peut manquer de relever que la phase pionnière très radicale qui vient d'être décrite prélude parfois à une reterritorialisation. Pour le dire autrement : à la logique de verticalité que la firme semble induire dans sa façon de procéder avec l'espace neuf on pourrait opposer la logique horizontale de ces espaces qui se recomposent en quelque sorte « à l'arrière » du front pionnier.
- 14 C'est ce qu'avait déjà montré Xavier Arnauld de Sartre dans son analyse des dynamiques sociales du front pionnier amazonien [2006], et c'est ce que suggère ici le texte d'Ève Anne Bühler et Valter Lucio de Oliveira. Ces auteurs parlent de « ruralités d'un nouvel ordre » qui se dégagent du front pionnier proprement dit. S'agit-il réellement de « ruralités » ? Et le terme est-il toujours approprié ?
- 15 Dans le numéro précédent, Stéphanie Barral avait montré avec quelle prudence il fallait appréhender les espaces pionniers, géographiques et sociaux, de l'Indonésie. À Sumatra et Kalimantan, plusieurs décennies d'exploitation d'huile de palme conjuguées à des politiques de lotissement destinées aux migrants agricoles ont donné lieu à une recomposition sociale inattendue. L'auteure décrit des phénomènes de déprolétarianisation liés à l'accession à la propriété privée de franges de plus en plus larges de salariés. Il serait intéressant de comparer cette évolution avec ce qui se passe en Papouasie-Nouvelle-Guinée, nouvel eldorado du palmier à huile, où l'observation géographique montre la rencontre tranchée entre les villages de colons migrants (auxquels on accorde des lots de 1 hectare), les gigantesques plantations de palmiers et la forêt.
- 16 Au Mali, dans l'ombre des transactions foncières continentales ou intercontinentales qui prennent le contrôle du delta intérieur du Niger, Amandine Adamczewski, Jean-Philippe Tonneau, Yacouba Coulibaly et Jean-Yves Jamin montrent que se font également jour des recompositions sociales plus modestes et plus habituelles. On y voit des chefs de terre reprendre la main et gérer un foncier qui, bien que déjà concédé aux firmes, n'est pas encore exploité et pourrait ne pas l'être dans un avenir proche.

- 17 L'emprise spatiale de ces entreprises agricoles provoque donc de vastes recompositions sociospatiales locales souvent exacerbées par une action publique tantôt absente tantôt relais d'acteurs puissants inscrits dans des réseaux multiscalaires (locaux, régionaux, globaux). Territorialisés selon des modalités originales alliant mobilité et connectivité avec des nœuds agro-industriels, des terminaux portuaires éloignés ou, encore, des marchés boursiers, ces acteurs dessinent de nouvelles géographies agricoles et rurales. Dans des régions souvent caractérisées par une faible densité de population, les infrastructures permettant la collecte, le stockage et la distribution de la production prennent une importance stratégique, et les exemples sud-américains montrent que les acteurs des filières agricoles savent s'organiser pour aménager l'espace à leur convenance, s'assurant la maîtrise des distances et de la logistique⁵.
- 18 Par ailleurs, comme nous l'avons montré dans le numéro précédent, ce qui distingue certaines firmes de production agricole « n'est pas tant leur approche a-territoriale de l'activité agricole – certaines sont au contraire très ancrées dans le territoire, y compris local – que leur capacité à tisser de nombreux liens ou, au contraire, à s'émanciper de toute relation, à se mouvoir d'une échelle géographique à l'autre, à recourir à plusieurs filières et plusieurs marchés à la fois (marché agricole, marché financier, marché du travail) et, donc, à se soustraire non seulement à toute espèce de frontière mais aussi, dans certains cas, aux acteurs intermédiaires » [Nguyen et Purseigle 2012].
- 19 Le présent numéro met également en évidence les spécialisations et concentrations régionales de l'agriculture de firme. Ces géographies agricoles et rurales réinventées par des acteurs organisés en réseaux et adoptant des stratégies multiscalaires traduisent la montée en puissance d'enjeux géoéconomiques de premier ordre, telle la spécialisation agro-exportatrice de régions entières.
- 20 Les recompositions sociospatiales seront aussi observées à travers le prisme des structures agraires afin de relever les effets produits par les agricultures de firme sur les autres formes d'agriculture et de faire apparaître les effets d'éviction, mais, parfois aussi, de complémentarité. L'article de Jean-Jacques Hervé sur l'évolution de la structure de l'entreprise agricole en Ukraine en est une illustration. Selon lui, « comme souvent, le monde rural oppose sa force d'inertie aux projets de privatisation de l'agriculture, générant ainsi une restructuration asymétrique des exploitations agricoles, avec, d'un côté, des "entreprises" résultant de la privatisation progressive des anciens kolkhozes et, de l'autre, des millions de petites structures constituées autour de l'habitation familiale et du lopin que, depuis des temps immémoriaux, leur concèdent les grandes structures de production ».
- 21 Chacun de ces aspects interpelle l'action publique et le rôle joué par l'agriculture dans les sociétés rurales, notamment la coordination entre la politique sectorielle et la politique de développement territorial. Chaque aspect interroge également les disparités de moyens entre États pour mettre en œuvre ces politiques.

Délocalisation par le portage et la prise

- 22 Une deuxième série de remarques porte sur les effets locaux de l'agriculture de firme et de la concession massive de terres. Par « délocalisation » nous entendons l'ensemble des effets de la mobilité financière et agroindustrielle sur les milieux. De fait, la financiarisation de l'agriculture entraîne des transformations profondes caractérisées par

- la mobilité des capitaux, des productions et des hommes, mobilité devenue aujourd'hui courante dans l'agriculture mondiale. Jamais la délocalisation des productions, la circulation de la main-d'œuvre et la fluidité des transferts de capitaux entre le secteur agricole et les autres secteurs n'auront été aussi importantes [Hervieu et Purseigle 2013].
- 23 Notre hypothèse est que, par la nature des rapports à l'espace qu'elle produit, la firme est un phénomène économique qui, dans un grand nombre de cas, rompt avec une certaine forme de localisation de l'activité, contribuant ainsi à opposer les terroirs localisés des espaces ruraux aux terroirs délocalisés de la firme, dans une nouvelle mise en relief de la carte des espaces agricoles.
 - 24 Nous avons l'habitude des terroirs localisés de l'agriculture qu'une longue histoire a façonnés, en Europe comme ailleurs, par la dispersion des hommes, des habitats, des activités et des modes d'appropriation de l'espace agraire. Même si ces espaces sont traversés de tensions (entre agriculteurs et éleveurs ; entre colons et populations locales...), on y retrouve toujours un espace rural dans lequel on reconnaît peu ou prou les effets de la localisation. Car on ne peut vivre et travailler dans des espaces radicalement différents et géographiquement déconnectés. La prise traditionnelle repose sur un enracinement conjoint des hommes et des productions.
 - 25 La firme nous conduit à changer de catégories d'analyse. Il nous faut rompre avec l'idée d'une agriculture immuablement attachée au sol en raison de conditions géologiques et climatiques, d'un rapport contraint à la distance et d'une dépendance à la main-d'œuvre locale. Ce qui l'emporte désormais, c'est la capacité à s'abstraire du sol grâce à des moyens techniques qui permettent de poser, dans des termes nouveaux et distendus, le lien à l'espace local pour se rattacher au marché global.
 - 26 Il faut entendre « délocalisation » au sens large, englobant le portage et la prise.
 - 27 Avec le portage, il s'agit de faire ailleurs ce que l'on ne peut ou ne veut pas faire chez soi [Chouquer 2012]. Ce phénomène se comprend à l'échelle mondiale. On l'observe avec l'accroissement des concessions de terres aux entreprises, en particulier lorsque des États ouvrent leurs espaces aux investisseurs étrangers. Il y a « portage » lorsque l'entité qui investit (un État via une firme publique ou privée ; un consortium financier ; un groupe agro-industriel ; une grande entreprise industrielle qui veut élargir ses activités et diversifier ses investissements) n'a pas, dans son cahier des charges, d'obligations trop contraignantes envers les milieux dont elle reçoit l'usage, espace que l'on rend quelquefois vacant en le vidant de ses populations.
 - 28 Avec la prise, il s'agit de comprendre, à l'échelle locale cette fois, le rapport à l'espace productif. Il s'agit souvent de bousculer l'espace géographique local et de délocaliser au sens de « déplacer ce qui avait du sens local » : les gens ; les agricultures familiales ; les rapports sociaux hérités ; les équilibres construits entre « nature » et « sociétés » ; le rapport identitaire au lieu. Des aspects de mise en réseau montrent que « la référence au lieu de travail est désormais gommée » (voir numéro précédent, p. 181). Les nouveaux lieux de travail de l'agriculture de firme sont à présent l'écran de l'ordinateur, les réseaux sociaux, le semi-remorque, mais plus le sol. Le processus de délocalisation induit une rupture désormais envisageable entre le lieu de production, le centre de gouvernance et l'habitat. De nombreux exploitants n'habitent plus l'exploitation : ils s'y rendent quand les travaux les y appellent [Hervieu et Purseigle 2013].
 - 29 On assiste donc à une profonde mutation du mode de prise. Dans cette nouvelle façon de s'approprier le sol s'installe un rapport dérogoire à l'espace, aux hommes et aux

héritages, et ce rapport est conduit à des échelles et à des rythmes inconnus jusque-là. De la délocalisation, globale et locale, on passe ainsi rapidement à la « dyslocalisation », entendue ici comme une anomalie du rapport au lieu [Chouquer 2011].

Une mise en relief du monde

- 30 Les différents articles invitent à remettre en question la notion d'aplatissement du monde.
- 31 On connaît la thèse de Thomas Friedman selon laquelle la terre serait devenue plate [2006]. Plate-forme multipolaire d'échanges en temps réel, la terre serait devenue un unique espace mondialisé. Plus aucune puissance, à commencer par les États-Unis – à l'attention desquels le livre a été écrit – ne peut ignorer le fait que le monde a vu ses barrières s'effondrer et que la mondialisation a proprement réifié les relations en un réseau unique.
- 32 Dans le constat que fait cet auteur, il y a beaucoup d'observations intéressantes qu'il n'est évidemment pas question de nier. Allons d'ailleurs dans le même sens que lui. Dans notre domaine, ce qui est mondialisé et ce qui entre en effet dans une forme d'aplatissement des relations, ce sont les montages géopolitiques qui motivent certaines transactions foncières. L'internationalisation de la terre malienne, présentée par Florence Brondeau, est à cet égard instructive : au-delà des objectifs de sécurité alimentaire et énergétique, en accaparant les terres de ce pays à son profit et à celui de la CEDEAO⁶, la Libye cherche à s'assurer un réseau géopolitique et à asseoir sa mainmise en Afrique de l'Ouest. C'est dire que, sous la férule de son puissant voisin, le Mali s'est ouvert aux aspects agro-industriels, financiers et géopolitiques de la mondialisation. Comme l'a rappelé Jean-Marc Puel dans le numéro précédent, le rôle des fonds souverains n'est pas négligeable en la matière, et la terre devient un instrument géopolitique.
- 33 Cependant, la transformation de l'entreprise agricole et les concessions massives reformatent l'espace agraire d'une façon qui contredit la mise à plat. Notons la très forte individualisation de certains espaces agroindustriels qui, parce qu'ils ont cessé d'être des espaces ruraux, opposent fortement les différents types d'agriculture, allant à l'encontre d'un aplatissement par uniformisation et mise en réseau. C'est la raison pour laquelle, relativisant l'idée dominante d'un aplatissement consécutif à la mondialisation dans le cadre plus général de la fin du libéralisme, nous pensons que l'examen attentif des espaces agro-industriels conduit à des conclusions plus nuancées.
- 34 Que l'on nous permette cette image : sous la couche des niveaux où la mondialisation joue en effet sans frontières nationales (par exemple au niveau de la constitution et de la dispersion de la finance) se trouve la strate des espaces agricoles et productifs réels. Là, toute une série de formes d'exterritorialisation disent la mise en place d'une nouvelle carte en relief du monde, avec ses pleins et ses vides et ses frontières de toutes sortes : corridors ; zones franches ; cités-portails ; enclaves et exclaves ; espaces interstitiels entre les pivots d'irrigation ; concessions tranchées dans le paysage antérieur ; fronts pionniers forestiers et agro-industriels.
- 35 Sous nos yeux se met en place une nouvelle orographie. Le monde n'y est pas aplani mais en relief, et nous voyons surgir ou ressurgir l'opposition fondamentale entre des espaces dans lesquels, d'un côté, interliaison et interrelation uniformisent la diffusion et, de l'autre, résistances et isolats créent une rupture avec l'espace environnant.

- 36 Pour poursuivre la métaphore physique : nous sommes entrés dans une phase de tectonique foncière. Nous assistons à une reconfiguration du monde et non à l'extension d'une forme unique et isotrope qui, parce qu'elle resterait seule en lice, n'aurait plus qu'à se diffuser.
- 37 En ce sens, l'espace du monde s'ouvre à de nouvelles inégalités. Et, ce qui, avec l'exploitation minière, pétrolière et autres industries était relativement limité, se généralise du fait de la multiplication des concessions. Des portions entières de pays connaissent de nouvelles dispositions géographiques.

Exclusions, relégation et conflits fonciers

- 38 De l'exclusion au conflit il n'y a qu'un pas, et, dans certains cas, la violence se fait territoire via l'éviction. Comme l'a souligné Henri Rouillé d'Orfeuil dans le précédent volume, l'un des effets de l'exclusion paysanne est la croissance de villes pauvres non industrialisées, n'offrant donc pas d'emplois, qui sont, pour reprendre son expression, « les bombes atomiques » de demain (p. 197). La déruralisation des espaces de la production agricole se paie ainsi d'une augmentation des espaces urbains d'entassement.
- 39 Certaines concessions donnent lieu à des territoires de violence où les règles sociales ne sont plus respectées : milices privées ; couvre-feu ; abattage de troupeaux égarés ; inondation de terres de paysans pour récupérer leurs parcelles ; sans parler de l'exploitation illégale de l'homme (quasi-esclavage, précarisation).
- 40 Parce qu'un des aspects les plus visibles de la délocalisation c'est l'éviction géographique sous toutes ses formes, ce deuxième volume vient prolonger la question posée par Henri Rouillé d'Orfeuil de l'exclusion massive des paysans pauvres, qui pourrait devenir l'un des problèmes majeurs des zones rurales et du monde globalisé. Cet auteur analyse les caractéristiques d'espaces composites qu'on n'ose plus dire ruraux, où coexistent des formes familiales anciennes et des formes nouvelles, plus abstraites.
- 41 Nous poursuivons donc l'analyse des processus de disqualification et de congédiement qui affectent les mondes agricoles. Pour caractériser les formes abstraites et financières d'organisation de la production agricole, il faut appréhender les nouvelles formes de relégation économique, sociale, politique et culturelle des populations rurales. La relégation – rejet aux marges des territoires – témoigne de situations de précarisation, d'assujettissement et de non-droit, voire de néo-servage. Elle contribue au renforcement d'une agriculture de subsistance qui s'apparente à de la survie.
- 42 La délocalisation et l'éviction génèrent une carte des tensions et des conflits fonciers. Dans ce numéro, Gérard Chouquer procède à un travail d'inventaire sur le Cambodge, au moyen d'une cartographie aussi exhaustive que possible des concessions et des conflits, travail dont la conclusion rejoint celle d'Henri Rouillé d'Orfeuil. Les bouleversements structurels dus à l'agriculture de firme sont un réservoir de conflits. Ce qui fait la spécificité de ces tensions, c'est que les acteurs en présence n'entrent pas en contact les uns avec les autres : prise des terres, certes, mais pas de prise entre acteurs.
- 43 On a souvent qualifié de « nouveau colonialisme agraire » les récentes transactions foncières dans le contexte de la raréfaction des terres. Ce substantif suppose une spoliation des ressources, voire une appropriation forcée. L'accusation est telle qu'on se doit de recourir à une analyse géopolitique. Quelles sont les intentions des investisseurs ? Quelle est la nature de l'appropriation ? Quels liens existent entre les investisseurs et les

autorités locales ? Quels liens entretiennent les investisseurs avec leurs États d'origine ? Quelles oppositions ces transactions suscitent-elles sur le terrain ? Comment s'organisent les réponses des populations locales ? Quelles sont les pratiques des investisseurs en matière d'utilisation des ressources foncières et hydriques ? Quelle est la généalogie des espaces convoités ?⁴⁴ Si, comme certains le suggèrent, ces transactions foncières supposent des régulations, il est légitime d'en saisir les contours. Et, pour cela, le regard géopolitique vient compléter utilement la palette des sciences sociales grâce, notamment, à la contribution de Pierre Blanc et Matthieu Brun sur le monde arabe.

- 44 En effet, l'un des aspects les plus marquants de cette nouvelle géographie qui se diffuse c'est l'évolution de la nature des conflits. Comme le montrent ici Katy Medernach et Perrine Burnod, l'installation d'une firme européenne à Madagascar ravive d'anciennes tensions liées au contrôle de l'accès à la terre. On voit apparaître de nouvelles pratiques de négociation, la plus grave consistant à jouer sur l'ensemble des échelons intermédiaires pour diluer les responsabilités. On voit évoluer la représentation des textes normatifs, dont le poids ne fait que diminuer.
- 45 Il existe également des adaptations possibles. Vivre dans les interstices de la firme, ce n'est pas seulement rejeter cette conception du rapport à l'espace : c'est aussi s'adapter, comme le montre la recomposition, à l'ombre des grands investissements, de marchés fonciers informels dans le delta intérieur du Niger.
- 46 Dans ces conditions, difficile de préconiser quoi que ce soit. Que proposer aux populations paysannes bousculées par les nouvelles pratiques économiques et géographiques ? La solution passe-t-elle par la garantie de la propriété foncière ? Peu vraisemblable. On ne peut qu'observer, comme le fait Volker Stamm, que toutes les formalisations de situations coutumières sont des réductions et des transformations de la réalité. On ne peut que regretter que, dans le meilleur des cas, comme lors des implantations suisses en Sierra Leone, on ait systématiquement développé une politique de titrement foncier autorisant une expropriation légale et des dédommagements. Les titres ne protègent pas.
- 47 Mais, comme l'a remarqué Stéphanie Barral dans le numéro précédent à propos de l'Indonésie, on doit aussi reconnaître qu'en deux générations l'activité agro-industrielle a permis une élévation du niveau de vie des ouvriers agricoles au point de parler de « déprolétarianisation ».
- 48 Si croître c'est progresser ensemble (*con-crescere*), la firme, elle, pousse souvent dans le sens inverse. En développant un espace productif que nous appelons « l'espace agraire de firme », elle contribue à générer un nouveau type de prise sur les milieux, reportant à plusieurs générations la construction éventuelle d'un tissu social. Pour y parvenir, il faudra d'abord abattre les murs et ouvrir les frontières de cet espace ouvert à la mondialisation mais, paradoxalement, fermé aux populations locales.

BIBLIOGRAPHIE

Arnauld de Sartre, Xavier — 2006, *Fronts pionniers d'Amazonie. Les dynamiques paysannes au Brésil*. Paris, CNRS Éditions.

Berque, Augustin — 2000, *Écoumène. Introduction à l'étude des milieux humains*. Paris, Belin, « Mappemonde ».

Chouquer, Gérard — 2011, « Le nouveau commerce triangulaire mondial, ou les analogies du foncier contemporain », *Études rurales* 187 : 95-130. — 2012, *Terres porteuses. Entre faim de terres et appétit d'espace*. Paris, Actes-Sud-Errance.

Friedman, Thomas — 2006, *La terre est plate. Une brève histoire du XXI^e siècle*. Paris, Perrin, « Tempus ».

Hervieu, Bertrand et François Purseigle — 2013, *Sociologie des mondes agricoles*. Paris, Armand Colin, « U ».

Lévy, Jacques et Michel Lussault eds. — 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris, Belin.

Nguyen, Geneviève et François Purseigle — 2012, « Les exploitations agricoles à l'épreuve de la firme : portraits camarguais », *Études rurales* 190 : 99-118.

NOTES

1. C'est-à-dire en caractérisant le type de prise que la firme cherche à avoir sur les milieux et sur l'espace géographique : comment la firme accepte ou rejette les sujétions que présentent les milieux, notamment humains ; quel type de prédicat génère le projet agroindustriel.
2. Collectif constitué de Pierre Blanc, géopoliticien au CIHEAM ; Ève Anne Bühler, maître de conférences en géographie à l'Université Paris 8 ; Valérie Barraud-Didier, maître de conférences en sciences de gestion à l'Université de Toulouse (INP-ENSAT) ; Martine Guibert, maître de conférences en géographie à l'Université de Toulouse (UTM) ; Marie-Christine Henninger, maître de conférences en sciences de gestion à l'Université de Toulouse (UTM) ; Valérie Olivier, maître de conférences en sciences économiques à l'Université de Toulouse (INP-ENSAT) ; Bertrand Hervieu, sociologue, inspecteur général de l'agriculture, président du Conseil scientifique du CIRAD. La coordination du projet « Agrifirme » est assurée par François Purseigle. Voir www.agrifirme.fr.
3. Le changement de nature de l'espace agro-industriel s'accompagne d'un changement des représentations. À propos de ces centres, on trouve plus facilement sur Internet des statistiques sur les terres et les revenus que sur les populations elles-mêmes.
4. Rappelons que, dans cet espace hors norme, la moindre parcelle a la taille d'une grande exploitation chez nous (200 ha d'un seul tenant).

5. Voir « Caractérisation des formes d'organisations sociales et économiques associées à l'agriculture de firme ». Projet « Jeunes chercheurs ANR », Institut national polytechnique de Toulouse, 2010, 46 p.

6. Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

7. Voir note 5.

AUTEURS

FRANÇOIS PURSEIGLE

François Purseigle, maître de conférences en sociologie, INP-ENSAT, Toulouse

GÉRARD CHOUQUER

Gérard Chouquer, historien, directeur de recherche au CNRS, Nanterre